

## ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)

INSERM

Département des affaires financières

Service achat

**Marché portant sur**  
**L'accompagnement de l'Inserm pour la réalisation de son Bilan**  
**Carbone® et de son plan de transition bas-carbone**

**ANNEXE AU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

Version	Date	Mise à jour
1	04/02/2025	Initiale

**CONSULTATION N° INSERM-SA-2025-04**

## **PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les définitions figurant à l'article 4 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données - RGPD) s'appliquent au présent article.

### **1.1. PRINCIPES GENERAUX**

L'Inserm agit comme responsable du traitement (ci-après, le Responsable de traitement). Il s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables au traitement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché.

Le titulaire agit comme sous-traitant (ci-après, le Sous-traitant). Il s'engage à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables au traitement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché et notamment le RGPD et la loi n°78-17, modifiée et à tenir tout registre imposé par ladite réglementation.

Les définitions présentes à l'article 4 du RGPD s'appliquent.

### **1.2. DESCRIPTION DES OPERATIONS FAISANT L'OBJET DE LA SOUS-TRAITANCE**

Le Sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services suivants :

Les opérations réalisées sur les données sont la collecte des données, l'enregistrement et organisation des données, l'analyse et le traitement des données, l'évaluation et le suivi, les rapports et recommandations.

La finalité du traitement est de permettre l'évaluation, l'analyse et l'accompagnement de l'Inserm dans la réalisation de son bilan carbone et son plan de transition bas-carbone.

Les données à caractère personnel traitées sont les données financières, relatives aux ressources humaines, organisationnelles et liées aux activités de recherche.

Les catégories de personnes concernées sont les agents de l'Inserm et les agents des partenaires institutionnels de l'Inserm affectés aux laboratoires de l'Inserm, les membres de la direction et de la gouvernance de l'Inserm, les autres parties prenantes internes, les partenaires externes et fournisseurs et les autres parties prenantes externes.

### **1.3. ENGAGEMENT DU SOUS-TRAITANT**

Le Sous-traitant s'engage à, sans préjudice du traitement des données dont il serait responsable en raison de son activité :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du marché ;
- Si le Sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le Responsable de traitement ;
- Si le Sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer le Responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'exécution du marché ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché
  - (1) s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
  - (2) reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

#### **1.4. SOUS-TRAITANCE**

Il n'est pas prévu que le Sous-traitant sous-traite les tâches qui lui sont confiées. Toute sous-traitance ultérieure par le Sous-traitant devra faire l'objet d'un accord écrit et préalable du Responsable de traitement.

#### **1.5. DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES**

Il appartient au Responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

#### **1.6. EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES**

Dans la mesure du possible, le Sous-traitant doit aider le Responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite à l'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le Sous-traitant doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à l'attention des personnes indiquées à l'article 7.11 et l'indiquer aux personnes concernées.

#### **1.7. NOTIFICATION DES VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Le Sous-traitant notifie au Responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dont il aurait connaissance dans un délai maximum de trois (3) heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : par mail à l'adresse [achat@inserm.fr](mailto:achat@inserm.fr) . Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données du Sous-traitant ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;

- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le Responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

En cas de violation, le Sous-traitant s'engage à coopérer avec le Responsable de traitement afin d'identifier et mettre en œuvre sans délai les mesures à mettre en œuvre.

Après accord du Responsable de traitement, le Sous-traitant peut communiquer, au nom et pour le compte du Responsable de traitement la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

#### **1.8. APPUI ET AIDE DU SOUS-TRAITANT**

Le Sous-traitant apporte tout aide au Responsable de traitement nécessaire au respect des dispositions relatives au traitement de données à caractère personnel, dont le règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) (RGPD) et la loi n°78-17, modifiée.

#### **1.9. MESURES DE SÉCURITÉ**

Le Sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées pour assurer la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel.

#### **1.10. DEVENIR DES DONNÉES**

Au terme du marché, le Sous-traitant s'engage sur instruction du Responsable de traitement, à :

- Détruire toutes les données à caractère personnel ou ;
- À renvoyer toutes les données à caractère personnel au Responsable de traitement ou ;

- À renvoyer les données à caractère personnel à tout établissement désigné par le Responsable de traitement.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Sous-traitant. Une fois détruites, le Sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

Il est entendu que cette stipulation doit s'apprécier au regard de l'activité du Sous-traitant et des traitements dont le Sous-traitant est responsable au sens de l'article 4 du RGPD.

#### **1.11. NOTIFICATIONS ET DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES**

Les notifications concernant cette sous-traitance doivent être adressées en priorité aux personnes chargées de son suivi ou de son exécution pour le Responsable de traitement : [achat@inserm.fr](mailto:achat@inserm.fr).

En cas de changement de référent, le Responsable concerné notifiera ce changement à l'autre, dans les meilleurs délais et par écrit.

En cas de difficulté importante ou persistante concernant la protection des données, les notifications peuvent également être adressées au délégué à la protection des données de la partie concernée.

Les Parties se communiquent le nom et les coordonnées de leur délégué à la protection des données.

Pour l'Inserm, toute communication à l'attention du délégué doit être adressé à [dpo@inserm.fr](mailto:dpo@inserm.fr) ou à l'adresse postale suivante : Délégation à la protection des données de l'Inserm, 101 rue Tolbiac, 75013 Paris

#### **1.12. DOCUMENTATION**

Le Sous-traitant met à la disposition du Responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

#### **1.13. REGISTRE DES CATEGORIES D'ACTIVITES DE TRAITEMENT**

Le Sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Responsable de traitement comprenant :

- Le nom et les coordonnées du Responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du Responsable du traitement;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
  - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;

- Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **1.14. ENGAGEMENT DU RESPONSABLE DE TRAITEMENT**

Le Responsable de traitement s'engage à :

- Le cas échéant, fournir au sous-traitant les données visées à l'article 7.2 des présentes clauses ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Sous-traitant ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Sous-traitant ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Sous-traitant.